

Fidèle Sarko

On peut reprocher bien des choses à Sarkozy mais certainement pas de manquer de suite dans les quelques idées qui orientent son action politique. Et ce en dépit de son style brouillon dû au caractère impulsif et hyperactif du personnage. Sa prestation télévisée de la fin janvier en a encore offert un nouvel exemple.

Venant après l'annonce de la dégradation par Standard and Poor's de la dette publique et avant celle de son entrée officielle en campagne, ce show télévisé était destiné à démontrer qu'il restait à la manœuvre et que la situation ne lui échappait pas. Les deux annonces phares ont été la hausse du taux normal de la TVA et l'incitation à la conclusion d'« accords de compétitivité-emploi ». La première soi-disant pour alléger les cotisations sociales patronales et défendre ainsi la compétitivité internationale des entreprises françaises, la seconde pour sauver des emplois grâce à la flexibilisation des salaires et du temps de travail.

La continuité de ces mesures avec les fondamentaux de la politique sarkozyste se lit à tous les niveaux. Et d'abord dans le langage utilisé qui emprunte à la pure novlangue néolibérale. Ainsi le surcroît de TVA est-il baptisé « TVA sociale » alors qu'il s'agit d'une mesure essentiellement antisociale en tant qu'elle diminuera d'autant le pouvoir d'achat des couches populaires. Quant aux « accords de compétitivité », tout le monde aura compris qu'ils ne serviront qu'à démanteler ce qui reste du droit du travail en en affranchissant désormais les accords d'entreprise.

Ces mesures se situent donc dans le droit fil d'une politique qui n'a cessé de dégrader la situation les salariés et, plus largement, celle du pays. Avec un million de chômeurs et cinq cent milliards de dettes publiques supplémentaires, le quinquennat sarkozyste détient d'ores et déjà un record qui sera difficile à battre, mais que son détenteur entend visiblement parfaire au cours des prochaines semaines... ou années de son exercice du pouvoir. Car les mesures annoncées, synonymes de contraction de la croissance économique, ne pourront qu'entraîner une nouvelle aggravation et du chômage et de la dette publique selon une spirale infernale dénoncée ici même à plusieurs reprises.

Et, logiquement, la continuité de cette politique désastreuse signifie la défense des intérêts les plus étroits des couches les plus riches et aisées de la population, bourgeoisie en tête. Pas question d'augmenter l'impôts sur les sociétés ni de supprimer l'exemption de prélèvement social sur les heures supplémentaires pas plus que d'alourdir les tranches supérieures de l'impôt sur le revenus ou l'ISF: tous les cadeaux fiscaux consentis au fil du quinquennat, largement responsables de l'aggravation de la dette publique, ont été maintenus. Commencé dans les salons du Fouquet's et sur le yacht de Bolloré, le quinquennat s'achève en adressant des signaux forts de solidarité envers ceux qui les fréquentent.





Dits et non-dits d'une campagne

Clemenceau aurait dit un jour : «On ne ment jamais autant qu'avant les élections, pendant la guerre et après la chasse.» Il aurait pu ajouter que, à chaque fois, la forme suprême du mensonge est bien celle par omission.

La présente campagne présidentielle suit la règle. Que le président sortant, candidat éhonté à sa propre succession, cherche à masquer son bilan, on le comprend. Celui-ci est tellement calamiteux qu'il serait bien en peine de le défendre. Les seuls objectifs qu'il ait atteints (par exemple alléger l'imposition fiscale des entreprises, des hauts revenus et des gros patrimoines) sont évidemment tout sauf populaires ; tandis que les objectifs propres à satisfaire le populo ont tous été ratés : lui qui s'est voulu «le président du pouvoir d'achat» laisse un pouvoir d'achat en berne, plombé par un chômage en hausse et une austérité budgétaire rendue nécessaire par une gestion désastreuse des finances publiques... du fait notamment des cadeaux fiscaux aux plus riches. Dans ces conditions, il ne peut qu'essayer de

donner le change en détournant l'attention vers des sujets aussi graves que l'abattage rituel des animaux destiné à

produire de la viande halal!

Mais ses concurrents et adversaires ne font pas ou guère mieux. A commencer par le principal d'entre eux et très probable successeur. Lui aussi ment par omission en se gardant bien de dire que, pour l'essentiel, il suivra la même politique économique, sans remettre en cause ni l'abandon de la réduction du temps de travail ni l'austérité salariale, ni le remboursement de la dette, ni les stupides critères de gestion des finances publiques imposés par les traités européens, qui enfoncent l'Europe entière dans la récession et sans doute, demain, la dépression. Ce qui vaudra bien des désillusions à ses électeurs une fois qu'il lui faudra, à lui aussi, leur expliquer que se serrer encore un peu plus la ceinture serait la seule façon de sortir de la crise.

Certes il se trouve bien un Mélenchon, un Poutou ou une Arthaud pour faire ou tenter de faire entendre de pareils propos dans la cacophonie médiatique ambiante. Mais on ne les entend guère, par contre, sur d'autres thèmes, pourtant cruciaux. Quid de la dénonciation de cette folie qu'est la poursuite du nucléaire, grosse de la

Mais si, le pouvoir d'achat est au coeur de la campagne :

SE FAIRE ÉLIRE COUTE DE PLUS EN PLUS CHER...

TOUT AUCHENTE...

réédition de catastrophes à la Tchernobyl et à la Fukushima ? Quid du rappel insistant de l'urgence (le mot est faible tant il est sans doute déjà trop tard) de reconvertir tout notre appareil de production et d'adopter d'autres modes de consommation individuels et collectifs pour tenter de freiner et de limiter un réchauffement climatique qui menace tout simplement la survie de l'humanité à terme rapproché (à l'échelle historique) ? Quid enfin, tout simplement, de l'appel à ce que les hommes et femmes se mêlent directement, par eux-mêmes, de leurs affaires en s'organisant à cette fin sur leurs lieux de travail et d'existence afin de se libérer une bonne fois de la dictature du capital ?



Au-delà des jeux politiciens

Les sondages précédant le 1^{er} tour des présidentielles ne sont confirmés que sur un point : le second tour opposera le sortant à son challenger «socialiste». Les enquêtes n'avaient pas prévu le score de la candidate FN qui fait mieux que son père il y a dix ans, le sans-culotte Mélenchon devant se contenter pour sa part d'une modeste quatrième place.

Quelle que soit l'issue du second tour, le résultat risque d'être le même pour tous ceux qui subissent depuis des décennies les conséquences des politiques néolibérales. Certes, on ne regrettera pas d'être débarrassé de Sarko dont l'incapacité personnelle, faite d'incompétence crasse et de narcissisme flamboyant, n'a eu d'égale que son acharnement à défendre les

intérêts de sa classe et à tromper le peuple par la promesse de lendemains qui chantent... à condition de n'être ni Rom ni clandestin.

Mais on ne se réjouira pas non plus de l'élection d'un président rose (très, très) pâle qui n'aura pris aucune distance critique avec ses «camarades» qui ont dans le passé engagé la France et d'autres pays européens dans des politiques synonymes de dégradation des conditions d'emploi et de travail, d'austérité salariale et budgétaire, de pauvreté et de misère accrues. Franchement, vous le voyez, lui et sa future majorité parlementaire (qu'il lui restera à conquérir), s'affronter rudement avec le Capital et ses fondés de pouvoir, au rang desquels figurent «nos principaux partenaires» européens solidement barricadés d a n s l e u r f o r t e r e s s e d e d o g m e s e t d e traités ultralibéraux ?...

Au risque d'apparaître un peu pessimistes - voire ingrats à l'égard de vaillants sans-culottes qui ont joliment réussi à effrayer quelques bourgeois l'espace de quelques jours - il nous paraît raisonnable de présenter cet épisode électoral et ses suites comme une nouvelle confirmation que la «démocratie» issue du système s'avère redoutablement efficace pour protéger et pérenniser ledit système.

Fillon quittant le bureau de l'encore Président



Au risque d'apparaître exagérément optimiste, il nous paraît nécessaire de réaffirmer que cette démocratie-là peut être et doit être dépassée. Dans les luttes, avec détermination, dans la durée. Ce sera certes beaucoup plus difficile que de réussir un ou deux meetings électoraux. Et on ne pourra même pas galvaniser des troupes en affirmant que le succès est garanti...

Une chose est sûre en tout cas : aucune inflexion majeure et durable ne pourra être obtenue sans une mobilisation populaire de grande ampleur. Pour imposer une autre répartition des richesses par l'augmentation des salaires et l'abolition des dettes publiques. Pour imposer des créations d'emplois, pour imposer le maintien, l'extension et la démocratisation de services publics. Pour réorienter l'appareil de production dans le sens de la satisfaction des besoins populaires et de la prise en compte des contraintes écologiques. C'est de ce seul côté que nous plaçons nos espoirs.



Farce ou tragédie?

«Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire une deuxième fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce.» Ce mot d'esprit, bien connu, par lequel Marx a introduit Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte, éclairerait-il la séquence politique qui vient de s'ouvrir ? Avec l'élection de François Hollande, allons-nous assister à la répétition farcesque des événements tragiques qui ont suivi celle de François

Mitterrand en mai 1981?

Rien n'est moins sûr. D'abord parce que ce qui s'est déroulé dans les années 1980 en France n'a pas pris l'allure d'une tragédie mais bien plutôt celle d'une farce, précisément*. Ayant accédé au pouvoir après avoir promis de «rompre avec le capitalisme» en cent jours, la gauche gouvernement PS-PC avait alors rompu en trois ans avec le... socialisme, y compris sous sa forme édulcorée social-démocrate. Elle aura ainsi contribué à installer la France dans un régime d'alternances sans alternative, qui a duré depuis lors, voyant se succéder au pouvoir vraie droite et fausse gauche, rivalisant dans les procédés d'exécution des mêmes politiques néolibérales synonymes d'agression contre les classes populaires et les classes moyennes. Principales électrices des forces de gauche, ces dernières ont été ainsi les dindons de cette farce macabre.

Par ailleurs, la gauche qui s'apprête à accéder au pouvoir aujourd'hui ne s'est certes pas engagée à rompre avec le capitalisme, tout au plus avec le néolibéralisme. Et si elle devait échouer à y parvenir, en se mettant à nouveau au service du capital financier transnationalisé dont le néolibéralisme est l'instrument et le paravent à la fois, ce n'est pas une farce qui risquerait de se jouer mais bien une tragédie. Car, à n'en pas douter, par la désespérance populaire qu'elle amplifierait et conforterait, cet échec ouvrirait une voie royale au retour de la droite au pouvoir, une droite qui aurait entre-temps intégré l'extrême droite frontiste, voire qui se serait recomposée sous l'hégémonie de cette dernière. Une recomposition dont les contours se sont déjà dessinés à l'occasion de la campagne sarkozyste et dont l'échec probable de la droite aux législatives précipitera la réalisation dans les prochains mois.



Moins vous

Pour conjurer ce scénario tragique, il ne suffit certes pas de souhaiter bonne chance aux «camarades socialistes» ni de compter sur leur détermination – dont on n'a que trop appris à nos dépens ce qu'elle vaut. Une nouvelle fois, seules la mobilisation collective et les luttes, sur les lieux de travail comme hors d'eux, pourront garantir que les intérêts des couches populaires soient défendus et, en définitive, renforcer cette détermination en pesant sur les rapport de forces sociaux et politiques, au niveau national comme au niveau international.



C'est bien parti

pour que la Gauche de Droite fasse mieux que la Droite classique.

Il y eut la promesse de renégocier le pacte de stabilité en le dotant d'un volet de croissance qui se transforma en acceptation pure et simple et en pet de lapin pour la relance par l'investissement. Il y a quelques augmentations de recettes revenant en partie sur les largesses du Président des riches, ne s'attaquant nullement aux prérogatives du capital. Il y a les mamours aux «partenaires sociaux» embrassant pour mieux étouffer toute dissidence.

Certes, école, justice, police seront dotées de quelques emplois. Ces gestes, loin de répondre aux réels besoins, seront largement compensés par des réductions drastiques dans les fonctions publiques, en particulier dans les hôpitaux et les collectivités locales, continuité oblige.

Le Président normal va désormais se faire l'élève appliqué de la norme eurolibérale. La Troïka et Merkel, toujours, mèneront la danse pour rassurer les marchés car un spectre hante l'Europe de la finance, celui du probable effondrement des banques qu'il faut sauver. Hollande doit tout faire pour réduire la dette colossale de l'Etat : 1 800 milliards !

L'autre logique des sociaux-libéraux est celle de la compétitivité des entreprises, par le moins-disant fiscal et social dans l'UE à systèmes sociaux différents. La TVA sociale de Sarko est remplacée par la hausse de la CSG pour réduire les cotisations patronales. Et, à l'aune du modèle allemand, il s'agira bientôt de casser le Code du travail, de diminuer les prestations aux chômeurs, d'autoriser la baisse des salaires dans les «entreprises en difficultés» et ce, sur fond de licenciements massifs qui s'annoncent. Dans leur novlangue de l'effort juste l'on devine la régression qui s'amorce.

Un tel programme nécessite de blinder le PS, d'en faire un parti de godillots et, dans la tempête à venir, le capitaine de pédalo naviguera à la godille. Il aura peut-être besoin d'un renfort de la Droite lors du vote au Congrès de la règle d'or de l'austérité car quelques défections sont à prévoir. Et l'on pourrait s'acheminer par gros temps vers une sorte d'union sacrée à la française qui n'ose s'affirmer comme telle.

L'histoire bégaie, lasse d'attendre l'irruption des classes populaires sur le devant de la scène, de ne savoir répondre aux questions suivantes : «Est-ce que nous sommes condamnés à vivre dans une société fondée sur la cupidité, l'envie et la haine ?»(1). «Faut-il nettoyer la terre de toute cette bande d'aigrefins, de ganaches, bref vidanger le monde des cloportes ?»(2).



Le délit d'initiés de grande ampleur sur les transactions financières interbancaires⁽³⁾ où des milliards furent détournés démontre s'il en est besoin que les escrocs en costume trois pièces sont plus dangereux que les voleurs de pommes.



Le défi des licenciements collectifs

Il ne fait aucun doute que les vagues de licenciements collectifs qui déferient sur la France depuis quelques semaines – la plus spectaculaire étant celle frappant le site PSA d'Aulnay – ont été différées jusqu'au lendemain de l'élection présidentielle pour tenter en vain de sauver la mise à Sarkozy. Mais cela ne doit pas faire oublier qu'il s'agit là, plus fondamentalement, des conséquences prévisibles de la récession, plus exactement même de la cause principale de celle-ci, à savoir l'austérité salariale qui sévit partout en Europe. Aussi n'est-il pas étonnant que ces licenciements se concentrent dans les branches productrices des biens de consommation durables, tels l'industrie automobile et le bâtiment.

Face à ces licenciements, qui en annoncent probablement d'autres dans les mois à venir, les travailleurs directement concernés et leurs organisations syndicales ne peuvent se contenter d'organiser des luttes purement défensives, visant à sauver le plus d'emplois possible ou à obtenir les meilleures compensations dans le cadre des soi-disant « plans sociaux ». Encore moins devraient-ils applaudir, comme certaines de ces organisations ont

commencé à le faire, aux projets de relance de la production industrielle, avancés ou soutenus par un gouvernement qui en a fait un de ses chevaux de bataille, ne remettant pas en cause les normes actuelles de production et de consommation. A quoi rime, par exemple, de mettre en chantier des automobiles électriques alors qu'il s'agit de transformer non seulement tous les modes actuels de déplacement mais encore, plus fondamentalement, la production de l'espace social de manière à éviter les déplacements contraints par la dispersion des différentes activités économiques et sociales ou par l'aberration que constitue la substitution de flux de poids lourds sur les routes et autoroutes aux stocks des entreprises ?

Car, si les travailleurs ne veulent plus subir la loi du capital, qui fait d'eux une simple variable d'ajustement soumise aux fluctuations du carnet de commande, il leur faut commencer à se (ré) approprier les questions relatives à la finalité de l'usage des forces productives de la société : se demander ce qui doit être produit et comment cela doit être produit et lutter pour imposer des finalités et des modalités de production conformes aux



besoins sociaux et aux contraintes écologiques. Et cet impératif ne vaut pas seulement pour les salariés du secteur privé mais tout aussi bien pour les travailleurs employés dans le secteur public : face aux politiques d'austérité budgétaire qui frappe de coupes claires les services publics de l'enseignement et de la santé, c'est à un semblable effort d'imagination collective qu'ils sont conviés. Faute d'être capable de relever pareil défi, les travailleurs se condamneraient à renoncer à toute capacité de transformation sociale.



La rentrée pédalo

La mer est apparemment calme. Le couple Hollande-Ayrault navigue à la godille. Un coup de barre à droite car le fond de l'air est poisseux. Faut rassurer l'électorat d'extrême droite. Quoi de mieux que les manœuvres des Robocops dans la banlieue d'Amiens ou la chasse aux Roms miséreux que l'on ne saurait voir dans nos villes ? Valls est dans son rôle, mieux que Guéant, applaudi tant par le FN que dans les rangs de l'UMP et du PS. Bien qu'il plastronne, il a suffi d'un seul grognement des pandores pour enfouir la promesse de délivrance des récépissés lors des contrôles d'identité au faciès.

A gauche, des gestes d'apaisement dilatoires et l'occasion de fromages lucratifs pour les amis : commissions, missions et observatoires à parlotte. A croire qu'Hollande n'avait point de programme pour qu'il faille réfléchir 3 mois, à 14 conseillers, avec Jospin, pour rénover la vie publique, et de longues semaines avec l'ex-patron de la SNCF, d'EADS et d'Air Bus, le dénommé Gallois, pour dynamiser la compétitivité des entreprises, rédiger avec Guéhenno un nouveau livre blanc de la défense, avec Peillon refonder l'école et la morale laïques. Quant à l'ineffable Montebourg, il a

nommé un spécialiste du nucléaire pour examiner les comptes de Peugeot... disponibles sur internet ! Et tout à l'avenant, pour l'avenir de l'audiovisuel, des retraites et même la fin de vie. C'est ainsi que l'engagement de blocage du prix de l'essence s'est traduit avec Moscovici par une diminution dérisoire et provisoire. Gageons qu'il en sera de même pour la taxation à 75% de la tranche des plus hauts revenus dont on nous annonce déjà son caractère exceptionnel et temporaire.

Jospin, l'expert en renoncements, a-t-il vendu la mèche ? Il s'agit d'essayer de faire des propositions relativement cohérentes pour préparer des décisions éventuelles ! A moins que ce ne soit Ayrault qui, pour marquer la potentielle compassion pour les Roms, proclame : nous sommes favorables à une évolution et non pas à la suppression des mesures discriminatoires. Ces éléments de langage, ces pensées racoleuses pour esprits faibles, toujours disponibles pour être rassurés, risquent de ne pas suffire par gros temps. Déjà le léger brouillard des illusions se dissipe malgré les godillots chaussés par les nouveaux élus PS et la muselière mise à Cécile Duflot. La croissance... du chômage et de la précarité, la baisse du pouvoir d'achat, les plans de licenciements sont autant de nuages noirs qui s'accumulent, sans compter ceux qui viennent d'Espagne, d'Italie et les éclairs d'austérité lancés au nord par Merkel. Coincé, le capitaine pédalo attend avant de nous annoncer, comme hier Jospin, que les contraintes extérieures étant ce qu'elles sont, il n'y a pas d'autres voies que celles de la régression sociale.



Ayrault est déjà en partance au MEDEF non seulement pour rassurer les patrons mais encore pour leur indiquer en langage voilé le changement de cap prochain.



Beaucoup de bruit autour de (presque) rien!

La ratification par le Parlement du «traité budgétaire européen», de son véritable nom bureaucratique «Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance» (TSCG), a donné lieu à quelque remous dans le landerneau politique. Mais au-delà de la scène parlementaire, ce théâtre de marionnettes, l'affaire s'est déroulée dans l'indifférence générale des citoyens, au grand regret des souverainistes et autres nonistes dénonçant un pas de plus sur la voie de l'aliénation de la souveraineté nationale.

Sans doute ce traité servira-t-il dans les mois à venir pour justifier les tours de vis supplémentaires dans l'austérité budgétaire, synonymes de coupes claires dans les dépenses et d'augmentation des impôts et cotisations sociales, le tout dans le but de présenter l'an prochain un déficit inférieur aux fameux 3% du PIB exigés par les traités européens antérieurs. Sans doute aussi sert-il, une nouvelle fois, à «rassurer les marchés» (ils s'effraient de si peu !) sur la

détermination de «nos» gouvernants à persister sur la voie de la réduction des déficits publics et de la dette publique, de manière à permettre de continuer à s'endetter à des taux supportables. Sans doute encore s'agit-il de donner des gages aux grands prêtres de l'ordolibéralisme qui ont conçu ce nouveau traité outre-Rhin, lesquels pensent que les marchés peuvent se réguler et se piloter à partir du respect de quelques règles simples. Sans doute enfin s'agit-il de donner le change aux peuples en faisant croire qu'il y a toujours un pilote dans l'avion de la mondialisation et qu'ils sont bien gouvernés.

Mais rien de tout cela ne résistera à l'épreuve des contradictions dans lesquelles, sans ce traité et plus encore avec lui, la gestion néolibérale de la crise enfonce de plus en plus l'Europe occidentale. Car les tours de vis budgétaires supplémentaires dont il fait une obligation ne peuvent que rendre encore plus inaccessible le retour à l'équilibre budgétaire. Et quand l'interminable crise européenne rebondira, nous verrons nos gouvernants, affolés, faire avec le TSCG ce qu'ils ont déjà fait avec le traité de Maastricht : le violer



allégrement pour tenter de sauver une nouvelle fois le capitalisme placé au bord du gouffre. Au demeurant, le traité lui-même est fait pour ne pas être respecté : son principal article fait référence à une notion, celle de «déficit structurel», dont les économistes reconnaissent qu'ils sont incapables de la définir avec suffisamment de précision pour rendre ce déficit mesurable. Autant vouloir tracer une frontière tout en reconnaissant que l'étalon que l'on utilise n'est pas garanti : c'est évidemment ouvrir la voie à toutes les querelles de bornage.



Après les vœux de campagne, l'aveu du reniement

La vérité du hollandisme n'est que la continuité d'une dérive. Qui, mieux que Hollande, pourrait en faire l'aveu tout en se dissimulant derrière un prétendu pragmatisme ? Interviewé, il aurait pu nous dire :

Mettre fin à la chasse aux Roms, aux sans papiers, gracier la Basque Aurore Martin, réhabiliter les Conti, abandonner les poursuites contre Julien Coupat et sa compagne, imposer le vote des étrangers, certes, cela n'aurait rien coûté à l'Etat, mais voyez-vous, Son Autorité en aurait été affectée à l'heure où le maintien de l'ordre est plus que nécessaire. Ceux qui me reprochent mon manque de courage ne comprennent pas la nature ambiguë du hollandisme : louvoyer à reculons, c'est tout un art, celui d'affronter de biais l'impopularité du peuple pour recevoir les louanges du patronat et des médias. Prenez l'exemple de l'austérité imposée à petits pas. Je désigne l'adversaire, la finance sans visage, puis je compose. Les créanciers, faut les rembourser sinon les taux d'emprunt seront insupportables ! Je prétends faire reculer Merkel et obtenir un volet de croissance au pacte de stabilité. Elle refuse et je plie, en attendant des jours meilleurs. Elle y viendra d'elle-même lorsque l'Europe entière entrera en

en attendant des jours meilleurs. Elle y viendra d'elle-même récession. Vous voyez! Manœuvrer à reculons, à la godille, est d'une suprême habileté! Et je me targue de réussir ce que Sarko n'a pas eu le courage d'entreprendre. Compétitivité: j'appelle Gallois, patron respectable, la droite vocifère, je vais enterrer son rapport, la gauche respire mieux et je choisis le juste milieu. Après avoir fait mine d'imposer les riches avec mesure, je les gratifie de cadeaux sous forme de crédits d'impôt. De même, après avoir répudié et supprimé la TVA sociale sarkozyste, j'instaure l'augmentation de la TVA pour 2014, tout en abaissant le taux sur les produits de 1ère nécessité. N'est-ce pas là toute la virtuosité du savoir gouverner?

J'étais l'homme de la synthèse au Parti Solferino, Président de tous les Français, je le demeure. Certes, j'ai dû prendre en compte le scandale des dépassements d'honoraires mais, tel Ponce Pilate, je m'en suis lavé les mains en confiant les négociations aux partenaires sociaux. Il y a bien eu quelques mouvements d'humeur des privilégiés mais le compromis pour que rien ne change est proche. Il en a été de même pour l'insurrection des «pigeons» et la grogne des «vautours» du CAC 40. Je garde le cap sur le chemin tortueux des reculades. Avec l'appui des médias, l'on peut demeurer populaire tout en restant médiocre. Il n'y a aucune gêne à démériter vis-à-vis de promesses que l'on ne se sent pas en capacité de tenir. Je suis l'œuvre de mes manœuvres.



Certes, c'est un pari pascalien que je fais, tout cagot que je suis. Je parie sur l'angoisse d'un traumatisme que je distille à petites doses. Cette potion tétanise et dans toute ma rondeur je rassure. Vous me dites que le futur du *hollandisme* n'a pas d'avenir, nous verrons. Dans ma manche, je garde la carte du *Vallisme*. Voyez Notre Dame des Landes.



Ne plus se contenter de miettes!

L'INSEE vient de confirmer ce que le spectacle des rues laisse deviner et ce que les associations caritatives ne cessent de proclamer : la pauvreté touche désormais près d'une personne sur sept en France. Elle s'étend au fur et à mesure que la crise économique perdure et s'aggrave, notamment sous l'effet des politiques d'austérité salariale et budgétaire. Cela n'empêche pas l'équipe Hollande-Ayrault de persister dans cette voie comme l'attestent deux décisions récentes en «faveur» des plus démunis :

La mesure-phare de son prétendu plan de «lutte contre la pauvreté» annoncée à grand renfort de trompettes médiatiques octroie généreusement une «revalorisation» du RSA de 10% sur les cinq prochaines années. Sachant que cette prestation (y compris le forfait logement) «culmine» actuellement à 473 €/mois, cela fera donc une augmentation de moins de 50 €/mois sur cinq ans, soit moins de 10 €/mois en plus chaque année. A peine de quoi se payer deux sandwichs ou un paquet et demi de clopes supplémentaires dans le mois !

Et, comme s'il s'agissait décidément de faire comprendre que l'amélioration du sort des couches populaires les moins bien loties n'est pas inscrite à l'agenda de «nos» gouvernants, ces derniers ont fait savoir *urbi* et orbi que la «revalorisation» du SMIC au 1^{er} janvier sera limitée aux 0,3% que prévoit la loi. Ce qui représentera tout de même − excusez du peu ! − une augmentation du salaire mensuel net des quelque 3,5 millions de Smicards de 3,4 €/mois, de quoi se payer deux «petits noirs» supplémentaires au comptoir.

N'allez pas croire, cependant, que l'on ait affaire à des pingres. Pour d'autres catégories de la population, «nos» gouvernants savent se montrer plus généreux. Il aura suffi à quelques «pigeons» de roucouler de travers pour



que la même fine équipe leur promette un adoucissement de leur régime fiscal. Et un rapport opportunément rendu par un «grand patron» appelant à un «choc de compétitivité» aura valu aux entreprises la promesse d'une baisse de cotisations sociales de l'ordre de 20 milliards d'euros sur les trois prochaines années. Soit entre huit et dix fois plus que ce que le gouvernement compte consacrer à sa «lutte contre la pauvreté» dans les cinq prochaines années. On ne saurait plus clairement afficher ses priorités.

Les choses resteront en l'état tant que salariés, chômeurs, (mal) assistés et autres personnes jetées sur le pavé continueront de se contenter de quelques miettes prélevées sur une galette à la production de laquelle ils prennent pourtant une part déterminante. Pour s'en payer une tranche plus importante, et, mieux encore, pour en changer la recette et la façon de la produire, il n'est qu'une voie : celle de la lutte, sur les lieux de production et dans la rue. Qu'attendent-ils pour l'emprunter comme le font déjà leurs semblables à Lisbonne, Madrid, Barcelone, Athènes, comme ailleurs encore dans le monde ?